

GROUPE DE TRAVAIL CNAS

du 9 juillet 2020

L'action sociale, toujours **confinée** !

Ce premier CNAS de l'année reconvoqué ce 9 juillet ([voir communiqué de vendredi 3/07](#)) était présidé par la secrétaire générale de Bercy. Il devait traiter du bilan de l'année 2019, mais par manque des 2/3 des documents chiffrés, notamment toutes les annexes, l'exercice ne fut pas possible.

ORDRE DU JOUR

Il portait sur :

- << approbation du PV du CNAS du 4 juillet 2019 ;
- << rapport d'activité 2019 + point d'étape sur la mise en œuvre du fonds d'innovation locale ;
- << bilan complémentaire de l'action sociale pendant la crise sanitaire + bilan du service social ;
- << point d'exécution du budget au 30 juin 2020 ;
- << suivi des engagements / examen des propositions des CDAS ;
- << agenda de concertation.

La présidente a fait un rappel des « chantiers » concernant l'action sociale, pour elle :

- << les prestations doivent être plus dirigées vers les jeunes,
- << les inconvénients de la gouvernance peuvent amener à une fusion des associations,
- << le réseau (délégations d'action sociale) serait obsolète,
- << l'arrivée des nouveaux ministres va donner le ton pour l'avenir !

Le procès verbal du CNAS de l'an dernier, de 73 pages nous ayant été envoyé la veille de la réunion nous n'avons pas souhaité le voter, ce sera reporté au CNAS de septembre.

S'agissant du bilan 2019, on peut constater que même si les effectifs d'actifs sont en baisse, les retraités vont continuer à être de plus en plus nombreux.

Les annexes nous seront présentées en septembre afin d'avoir une image plus détaillée et plus précise des différents thèmes d'action sociale.

Pour la restauration collective, on constate une érosion du nombre de repas servis mais aussi la fermeture de 68 structures de restauration (854 en 2018, 786 en 2019).

Les prêts délivrés par l'association Alpaf sont en légère baisse.

Et il y a également une légère baisse sur les départs en colonie ainsi que sur les nuitées en centre de vacances.

Le fonds d'innovation locale fait apparaître pour chaque région des initiatives intéressantes qui pourraient faire l'objet d'une communication auprès des CDAS afin de connaître ce qu'il est possible de faire dans son département.

Concernant l'année 2020, on observe une baisse du budget qui était à 113,2M€ en crédit de paiement en 2019, et qui est prévu à 105M€ pour cette année.

La crise sanitaire a bon dos ! En effet, nous savons que des colonies ont été annulées pour cause de Covid-19, mais d'un autre côté nous alertons depuis des années des travaux à effectuer dans les résidences de vacances Epaf. La fédération a d'ailleurs demandé lors du conseil de surveillance que les 4,5M€ d'excédent soit affectés aux travaux d'améliorations. Mais le secrétariat général préfère diminuer le solde de la subvention à l'association et donner moins pour les agents.

La même chose se passe à Alpaf, puisqu'après avoir vu dans les années précédentes sa subvention annulée, et rabaissée, l'association ne pourra pas bénéficier de la totalité de sa subvention pour 2020. Alors que des réservations de logements supplémentaires pourraient être effectués et que la transformation du prêt étudiant en aide (demande des organisations syndicales) va générer un coût supplémentaire.

Au niveau des crèches, on observe que très peu de berceaux supplémentaires ont été réservés.

Pour la fédération des Finances CGT, et comme exprimé dans la déclaration liminaire, ce premier

CNAS de l'année 2020 a confirmé, encore une fois, que l'administration est lancée dans une grande réforme de l'action sociale ministérielle. Après avoir procédé à différentes missions et audits pour un coût conséquent, elle veut maintenant nous faire croire que c'est pour de meilleures prestations. Le but est tout simplement de réduire les budgets des associations, de supprimer des personnels dans les délégations et de faire des économies sur le dos des agents des Finances.

Le secrétariat général veut brader l'action sociale, nous ne laisserons pas faire !

Nous nous sommes battus pour bénéficier de logements, de centres de vacances, de restauration collective pour toutes et tous. On ne gère pas les politiques sociales comme une entreprise privée. Les différents budgets sont amputés tous les ans, sous des prétextes fallacieux, pour la fédération des finances CGT, il est grand temps que les agents se mobilisent pour revendiquer une action sociale digne de ce nom. Il est trop facile de montrer du doigt le ministère en disant que notre action sociale est la meilleure de tous les ministères. On voit bien que le camp d'en face ne connaît ou ne veut pas connaître l'histoire de nos luttes.

Le temps est à la culpabilisation, on est des nantis, on a un budget trop important !

Mais comme nous l'avons rappelé lors du CNAS nous sommes loin des budgets que connaissent les ex-comités d'entreprises (CSE), car le budget global de l'action sociale ministérielle n'est pas calculé sur le pourcentage de la masse salariale comme dans les entreprises privées, mais selon le bon vouloir des ministres.

Il est plus que temps de se poser les bonnes questions :

Pourquoi les agents des finances ne fréquentent pas la restauration collective ?

Pourquoi ils ne souhaitent pas aller dans les centres de vacances ?

Pourquoi il n'y pas plus de demandes de logements en province ?

Pourquoi les prestations d'action sociale sont méconnues ?

La fédération des Finances demande depuis longtemps que des prospections soient faites afin de répondre au plus près aux besoins des agents actifs et retraités.

Elle continuera à défendre les droits de chacune et de chacun à une action sociale de qualité.